

20231110 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/53148/france--un-guineen-menace-dexpulsion-saute-par-la-fenetre-a-larrivee-de-la-police>

[Actualités](#)



Image d'illustration d'un migrant qui vit sous une tente, à Paris. Crédit : Mehdi Chebil pour InfoMigrants

France : un Guinéen, menacé d'expulsion, saute par la fenêtre à l'arrivée de la police

Par [La rédaction](#) Publié le : 10/11/2023

Un Guinéen de 25 ans s'est défenestré jeudi à l'aube à Blois, dans le centre de la France. Le jeune homme, visé par une Obligation de quitter le territoire français (OQTF), a sauté du troisième étage quand la police est arrivée. Il a été transporté en urgence absolue à l'hôpital.

Vers 6h du matin, jeudi 9 novembre, un jeune Guinéen s'est jeté du troisième étage de son immeuble de Blois, dans le centre de la France. "La victime, née en 1998, faisait l'objet d'une Obligation de quitter le territoire nationale (OQTF) qui a été mise à exécution avec l'autorisation du juge des libertés et de la détention", a expliqué à la [Nouvelle République](#) Charlotte Beluet, procureure de la République.

"Quand les fonctionnaires de police sont entrés au domicile, le jeune homme s'est jeté dans le vide", a-t-elle précisé.

Le Guinéen de 25 ans se trouvait en état d'urgence absolue à l'arrivée des secours. Les pompiers lui ont prodigué les premiers soins et l'ont transporté à l'hôpital.

Une enquête a été ouverte par le parquet de Blois pour établir les circonstances du drame.

"On fabrique une situation explosive"

Lorsqu'un sans-papiers reçoit une OQTF, il a trois mois pour quitter le pays par ses propres moyens. Une décision administrative qui stoppe net le quotidien des exilés et leur intégration en France. Beaucoup de jeunes majeurs arrivés mineurs sont notamment sous le coup d'une OQTF.

Certains obtiennent pourtant une formation ou un contrat dans un commerce ou une société. Des associations et des patrons d'entreprises se mobilisent pour tenter de permettre à ces exilés de rester en France pour poursuivre leur formation.

>> *À (re)lire : [OQTF : tout savoir sur les recours possibles](#)*

Ces menaces d'expulsion sont très difficiles à vivre pour ces jeunes. L'an dernier, la présidente de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) de l'Aube, Maryvonne Blum, s'inquiétait pour leur santé mentale. Selon elle, [cette situation provoque chez les jeunes des risques de suicide et de délinquance](#). "Dans nos permanences téléphoniques, on a des appels de jeunes en larmes qui nous disent : 'Je fais quoi maintenant ?'" La militante mettait déjà en garde : "On fabrique une situation explosive."

En janvier, [un jeune Sénégalais menacé d'expulsion, confiait son désarroi à InfoMigrants](#). "Depuis cette OQTF, j'ai tout perdu", assurait-t-il. Le jeune homme de 20 ans ne travaille plus, ne va plus au foot, et ne voit plus ni ses amis, ni sa copine. Personne n'est au courant de sa situation. "Je ne peux pas leur dire ce qui m'arrive, c'est trop dur à avouer. J'ai un peu honte", expliquait-il.